« La réussite de ce Pacte de réconciliation nous engage tous et constituera sans nul doute, un exemple qui pourra être transféré non seulement dans d'autres régions du pays mais également au-delà de nos frontières »

Le Président de la République Son Excellence
Professeur Faustin Archange TOUADERA

LA FEUILLE VOLANTE DU PRÉSIDENT

Discours du Président Faustin Archange Touadéra à la cérémonie consacrée à la réconcilliation des communautés du Nord-Est de la RCA

Je me réjouis de présider la cérémonie de clôture des travaux de la rencontre de réconciliation entre les communautés du Nord- Est de la République Centrafricaine.

Je salue le travail important de préparation mené par le Gouvernement et les garants et facilitateurs de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation, du 6 février 2019.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à tous ceux qui ont œuvré, de près ou de loin, pour la reconstruction du tissu social entre nos compatriotes de la région du Nord-Est, déchiré à la suite des conflits intercommunautaires.

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Je me réjouis très sincèrement que les travaux de cette grande rencontre aient conduit à la signature d'un Pacte de Réconciliation entre les différentes communautés du Nord-Est.

Vous venez de prouver aux yeux de tous vos compatriotes, de toute la République et de la communauté internationale que ce qui vous unit est plus grand et plus fort que ce qui peut vous séparer.

Vous venez de prouver votre capacité de dépassement de soi, votre capacité à placer l'intérêt commun au-dessus des intérêts égoïstes et claniques.

Vous venez de prouver que la paix est une grande richesse dont dépend la réalisation du rêve que nous avons tous de notre cher et beau pays, la République Centrafricaine.

Vous venez aussi de prouver qu'il est possible pour nous non seulement de rêver, mais aussi et surtout de réaliser nos rêves.

Le Pacte que vous venez d'adopter ouvre de nouvelles perspectives à travers les engagements que vous avez librement pris et les recommandations faites aussi bien au Gouvernement qu'aux partenaires, notamment les Garants et Facilitateurs de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation du 6 février 2019.

C'est pourquoi, je vous demande d'ores et déjà de respecter la parole donnée, les engagements librement pris. N'oubliez pas qu'il s'agit d'une alliance que vous venez de sceller ; et une alliance, on la respecte.

Comme je l'avais souligné à l'ouverture des travaux, tous les regards sont fixés sur nous. La réussite de ce Pacte de réconciliation nous engage tous et constituera sans nul doute, un exemple qui pourra être transféré non seulement dans d'autres régions du pays mais également au-delà de nos frontières.

Pour sa part, le Gouvernement veillera à traduire en acte les recommandations qui lui sont adressées afin que :

- la restauration de l'autorité de l'Etat soit effective dans la région du Nord-Est ;
- la sécurité revienne dans la région ;
- les frontières soient surveillées ;
- les projets de développement soient mis en œuvre au profit des populations et que la vie reprenne normalement.

400 éléments des FACA ont repris leur formation à Bérengo

Après une longue période de suspension suite aux mesures barrières édictées par les autorités centrafricaines afin d'éviter la propagation de Coronavirus en Centrafrique, la formation dispensée par des instructeurs militaires russes a repris de plus bel à Bérengo avec 400 éléments des Forces Armées Centrafricaines (FACA).

Les Forces Armées Centrafricaines ne cessent de monter en puissance. Après leur dotation en véhicules blindés par la Fédération de Russie, la concrétisation de promesses de ce pays ami vont bon train. Une nouvelle vague de 400 éléments des FACA ont repris leur formation à Bérengo. Ces formations dispensées par des instructeurs militaires russes ont déjà permis aux FACA de remporter plusieurs victoires devant des criminels dans l'arrière-pays.

Cependant, il faut noter au passage que la superficie du Centrafrique exige un effectif considérable de soldats. Qui dit soldats, dit formation et équipements. Qui dit équipements, dit un budget adéquat pour l'armée. C'est une question de volonté politique, car «gouverner c'est prévoir» a dit le feu président-fondateur Barthélemy Boganda.

Un bel exemple nous est donné par le Président de la République, Professeur Faustin Archange Touadéra depuis son accession à la magistrature suprême de l'Etat qui, à seulement quatre (4) années de gouvernance, a su vite misé sur la promotion de la défense nationale, ce que même l'ancien président centrafricain François Bozizé Yangouvonda qui était un «Général» des armées et qui a gouverné ce pays pendant 10 ans, n'ont pas daigné faire. Le fait même d'organiser une armée !

Faustin Archange Touadéra a opté une politique où chaque année, tout en focalisation suffisamment sur le recrutement des soldats, les former, et les équiper pour faire l'armée centrafricaine une armée de garnison.

Suite à des efforts déployés par le Président de la République, Professeur Faustin Archange Touadara dans le recrutement des jeunes dans l'armée et leur formation, surtout celle bénéficiée de la part des instructeurs militaires russes à Bérengo, a poussé certains observateurs à qualifier le Chef de l'Etat de «Chef de guerre».

Il est temps de reconnaitre que les Forces Armées Centrafricaines sont désormais des professionnelles et n'accepteraient plus être humiliées. C'est dans le malheur qu'on reconnait les vrais amis. C'est le cas de la Fédération de Russie qui ne cesse de voler au secours de l'armée centrafricaine. Grâce à ces formations reçues à Bérengo, les Forces Armées Centrafricaines commencent à être déployées dans les villes dans les villes de provinces.

Centrafrique : De 2016 à 2020, le développement socioéconomique n'est plus en douter !

L'une des choses dont la République centrafricaine a besoin pour sortir définitivement de son cycle infernal de crise est sans doute la relance socioéconomique. Cependant, les Centrafricains ont d'abord besoin d'infrastructures publiques efficaces, afin de faire face aux problèmes d'éducation, de formation et de santé.

Tout récemment, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) ont salué les efforts déployés par les autorités centrafricaines à propos du taux élevé de la croissance économique à 4,6% avec une projection de plus de 6% pour les années à venir. Ces chiffres ont démontré à suffisance l'amélioration de la santé économique de la RCA. Et pour cause !

La République centrafricaine, est sans doute l'un des pays les plus riches de la sous-région d'Afrique centrale. Ses multiples ressources naturelles en plus de sa population majoritairement à 70% de jeunes ont contribué efficacement à cette bonne mine socioéconomique.

Quelques faits marquants.

Le Chef de l'Etat et son gouvernement ont beaucoup plus misé leurs efforts dans l'assainissement des finances publiques et la relance des secteurs productifs qui constituent l'une des priorités à travers le RCPCA.

Depuis 2019, le gouvernement centrafricain a favorisé l'augmentation des recettes de l'Etat dans les secteurs productifs

et commerciaux, favorisant ainsi l'amélioration des investissements internes et réduire de manière drastique l'aide budgétaire.

C'est cette dynamique qui a poussé le Fonds Monétaire International (FMI) à féliciter les progrès notables du gouvernement accomplis dans les réformes structurelles et la préparation des élections couplées de 2020. Au cours de la mission du FMI en Centrafrique qui s'est déroulée du 28 septembre au 9 octobre 2020, cette institution internationale a relevé plusieurs progrès.

L'amélioration des finances publiques a permis ces derniers moment au Président de la République, Chef de l'Etat, Professeur Faustin Archange Touadéra de lancer les grands chantiers de constructions à Bangui, ainsi qu'à l'intérieur du pays (construction des routes, écoles, centres de santé et leur dotation en médicaments, intégration des jeunes dans la Fonction publique, paiement des arriérés de salaire des régimes précédents, organisation de plusieurs rencontres en faveur de la paix, recrutement des jeunes dans les forces de défense et de sécurité...), la liste est exhaustive.

Ajouté à cela, la contribution du gouvernement centrafricain à hauteur d'un milliard de FCFA pour les prochaines élections. Ces actions patriotiques démontrent à suffisance que la santé des finances publiques s'améliore progressivement et permettra à la République centrafricaine de sortir définitivement de la crise qui n'a que trop duré.

Discours du Président Faustin Archange Touadéra à l'occasion de l'intégration des ex-combattants au sein des forces de sécurité intérieure

C'est un réel plaisir pour moi de présider aujourd'hui la cérémonie de remise des éléments des ex-combattants éligibles à l'intégration dans les forces de défense et de sécurité intérieure de notre pays.

En effet, la grave et douloureuse crise militaro-politique survenue en 2012 a causé la mort de milliers de nos concitoyens, des personnels des Nations Unies et des travailleurs humanitaires.

Elle a, en outre, provoqué les déplacements massifs de nos concitoyens tant à l'intérieur que vers l'extérieur du pays, entamé la cohésion sociale et détruit l'économie nationale.

Au lendemain de mon élection, le retour de la Paix, de la Sécurité et de la Réconciliation nationale a été ma première priorité.

Tirant les leçons des échecs des DDR du passé, j'ai aussitôt doté le pays d'une Coordination de DDRR/RSS/RN, placée directement sous mon autorité et chargée de préparer le processus de désarmement des combattants armés et des cœurs.

M'appuyant sur cet instrument, j'ai instruit le Gouvernement d'engager, sous l'observation des forces vives de la Nation et des facilitateurs internationaux, des négociations de haut niveau qui ont abouti à la signature, le 6 février 2019, d'un Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation contenant principalement des réponses aux revendications des groupes armés tout en veillant à ce que les principes de justice et le refus de l'impunité soient observés.

Comme vous le savez, c'est l'un des engagements les plus importants de mon mandat, celui d'établir un dialogue avec tous les Centrafricains afin d'identifier ensemble les causes profondes des crises récurrentes et cycliques de notre pays et d'y trouver des solutions consensuelles durables.

Ma conviction personnelle est que la paix ne s'obtient pas par les armes mais par le dialogue. Et je me félicite de l'accompagnement des partenaires à travers la feuille de route de l'Union Africaine qui a réalisé le pari de faire tenir un dialogue franc et sincère entre le Gouvernement et les groupes armés, tous frères et sœurs de la même République et donner de l'espoir au peuple Centrafricain.

L'une des perspectives ouvertes pour le retour à la paix et à la sécurité est le désarmement des combattants des groupes armés signataires de l'Accord de paix, suivant des critères et conditions conformes aux standards internationaux en la matière.

C'est ainsi que plusieurs combattants des groupes armés ont été désarmés et formés, certains dans le cadre des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS), d'autres dans des métiers divers leur permettant d'entrer dignement dans la vie socio-économique.

L'heure est maintenant à l'application effective de ce bel instrument accepté par tous comme un accord de la dernière chance.

Pour ma part, j'ai instruit fermement le Gouvernement de se focaliser sur les engagements qui sont les siens au titre de cet Accord et de ne ménager aucun effort ensemble avec les garants et les facilitateurs, pour encourager et accompagner les groupes armés dans l'exécution de leur part de responsabilité dans l'accord.

Aujourd'hui, nous pouvons constater que malgré les débuts difficiles, l'APPR-RCA marche à un rythme que soutiennent le gouvernement et les garants.

Je suis heureux de constater les réalisations des deux parties. Les différents organes du Mécanisme de mise en œuvre et de Suivi de l'Accord ont été mis en place par le Gouvernement qui, dans un souci de plus d'inclusivité, a fait une large ouverture aux représentants des groupes armés.

« La RCA est l'une des économies les plus prometteuses d'Afrique »

Après les tristes événements de 2013, le PIB de la République centrafricaine, indicateur clé du développement économique, s'est effondré de près de 37%. Ainsi, l'économie de la RCA a effectivement été détruite. Cependant, d'ici 2020, la situation s'est considérablement améliorée et l'économie a commencé à afficher une croissance stable.

Le recteur de l'Université de Nagasaki, Shigeru Katamine, a abordé ce sujet en particulier. Selon lui, entre 2000 et 2015, l'économie centrafricaine a stagné et le taux d'inflation a été nettement supérieur au PIB. Mais les 5 dernières années ont vu une croissance soutenue du PIB de 4 à 5%.

Dans le même temps, les experts prévoient une croissance encore plus grande de l'économie de la République Centrafricaine dans les 5 prochaines années. Il est prévu que d'ici 2025, le PIB du pays passera à 10-12% grâce au développement de l'industrie et à des contrats rentables avec tous les partenaires.

Shigeru Katamine a noté que la RCA a toutes les conditions pour la croissance. Le gouvernement mise sur l'agriculture, dont les capacités augmentent chaque année. Il a également rappelé les ressources naturelles, dont les exportations et les bénéfices sont en deuxième place.

«La République Centrafricaine a de bonnes perspectives de développement économique, malgré le fait que l'économie mondiale vacille au bord d'une nouvelle récession. La croissance de la production a ralenti, la situation avec la propagation du coronavirus reste grave. Dans ce contexte, les pays africains, dont les gouvernements ont commencé à faire face à la pandémie à temps, gagnent sérieusement même l'Europe», a souligné Shigeru Katamine.